Adam Louis-Klein : Ce qu’est réellement l’antisionisme

Après le 7 octobre, des amis m’ont traité de «*sale sioniste*». Des collègues de longue date ont refusé de continuer à travailler avec moi. Ce qualificatif péjoratif et cette attitude ne proviennent pas d’une idéologie qui prétend critiquer Israël, mais d’une idéologie qui veut faire des Juifs des parias.

Après avoir passé trois mois dans un village amazonien isolé, sans Internet ni réseau téléphonique, je suis revenu dans une petite ville colombienne le 9 octobre 2023 ; je me trouvais toujours dans la forêt tropicale, mais cette fois je disposais d’une connexion Internet, et j’ai consulté les réseaux sociaux pour la première fois. La jungle résonnait encore dans mes oreilles – les cris des aras, les pluies torrentielles, le ronronnement sourd d’un générateur – lorsque mon écran s’est rempli d’images provenant d’un tout autre monde : des jeunes couraient dans des nuages de poussière et tentaient d’échapper aux coups de feu qui frappaient les participants du festival Nova en Israël.

J’avais traversé les mondes, pour finalement découvrir que celui dans lequel je revenais n’était plus le même.

Le choc le plus profond survint dans les heures qui suivirent, alors que je passais en revue les réactions de mes amis et collègues. Je découvris le déni [de l’attaque génocidaire du Hamas], les justifications [de ces crimes] et les manifestations d’hostilité ouverte envers quiconque exprimait de la compassion pour les Israéliens. J’ai tapé une simple phrase : *Am Yisrael Chai*, «Le peuple d’Israël vit» — et j’ai appris que, dans mes cercles universitaires de gauche, cette simple affirmation était elle aussi considérée comme un acte d’agression.

Presque immédiatement, j’ai vu qu’un collègue m’avait répondu en envoyant une photo de personnes qui brûlaient un drapeau israélien. Un ancien ami a déclaré que mes propos révélaient que je n’étais qu’un «*sale sioniste*». Des personnes avec qui j’entretenais une collaboration intellectuelle depuis plusieurs années m’ont informé qu’elles ne pourraient plus désormais travailler avec moi puisque je soutenais le peuple juif. Pour eux, le simple fait d’appeler les Juifs un «*peuple*» était offensant et «*de droite*».

Dans les jours qui ont suivi le 7 octobre, j’ai expérimenté ce que Marion Kaplan, dans son livre sur la vie juive dans l’Allemagne nazie (*Jewish Daily Life in Germany, 1618-1945*, Oxford University Press, 2005), qualifie de «*mort sociale*» : l’ostracisme total et la rupture de tous les liens sociaux antérieurs. Je commençais à comprendre qu’être un intellectuel juif, qui exprime une voix juive et considère que son destin est lié à celui du peuple juif dans son ensemble, faisait de moi une personne que le monde universitaire ne pouvait pas accepter.

Mais je n’étais pas prêt à me soumettre. Je savais que la judéité était un lieu aussi légitime que n’importe quelle autre identité pour réfléchir, raisonner et argumenter.

Ces événements se sont produits il y a deux longues années. J’ai beaucoup appris en refusant de me soumettre. Non seulement sur la marginalisation des Juifs dans les universités occidentales, mais aussi sur la valeur durable des peuples différents et des voix distinctes, même face à un puissant mouvement idéologique qui utilise le langage du pluralisme pour dissimuler son exigence de conformité totale.

La vision antisioniste du monde

J’ai toujours été un bon élève. Dans mon lycée, nous lisions *Antigone* en grec et l*’Énéide* en latin. À l’université de Yale, j’ai étudié le canon de la philosophie occidentale, d’Aristote à Hannah Arendt. Je suis d’abord devenu anthropologue parce que je cherchais un champ de réflexion qui aille au-delà de la tradition philosophique occidentale que j’avais étudiée. Je voulais comprendre des mondes qui n’étaient pas les miens. Mais je ne comprenais pas que le monde universitaire du XXIe siècle allait vouloir m’obliger à renier le mien.

Lorsque j'ai commencé mon doctorat, j'étais complètement immergé dans la pensée critique et anticolonialiste qui domine aujourd'hui le monde universitaire, une orientation qui vise à remettre en question et à démanteler l'Occident. Mais le fait de vivre aux côtés des Desana, un peuple autochtone qui vit au Brésil et en Colombie, m'a finalement ramené à mon judaïsme et à mon héritage occidental, que je considère comme une tradition parmi d'autres. Au lieu de penser *contre* l'Occident, j'ai compris l'importance de la réflexion *à travers* les civilisations, entre les peuples vivants et les mondes qu'ils continuent de soutenir et d'habiter.

Les Desana de la région du Vaupés, fleuve qui traverse le Brésil et la Colombie, sont souvent décrits comme marginaux par rapport à l'économie mondiale. Mais à leurs yeux, ils se trouvent au centre de l'univers : ils sont un peuple élu qui a une histoire unique. Ils s'appellent eux-mêmes les *Ümücori Masa*, le peuple-univers, et ils descendent de la personne-univers, ou Dieu.

Pour eux, être élus signifie simplement appartenir à un peuple. Au début du XXe siècle, les missionnaires catholiques ont détruit leurs longues maisons traditionnelles et les ont forcés à s'installer dans des villes pour mieux les contrôler. La société hispanophone environnante ne s'intéressait guère à leur mémoire ou à leur survie. En réponse, les Desana se sont battus pour préserver leurs noms sacrés et perdurer en tant que peuple.

Aujourd'hui, nous travaillons ensemble pour traduire d'anciens textes sur les Desana dans leur propre langue, afin de restaurer le nom de leur Dieu, de recentrer leurs lignées sacrées et de contribuer à faire de ces archives historiques une partie vivante de leur avenir.

Leur lutte pour rester eux-mêmes face à l'effacement faisait écho, pour moi, à trois mille ans d'histoire juive et à ce que j'ai découvert à mon retour : un monde soi-disant libéral où la spécificité juive n'est plus tolérée, où la continuité juive est recodée comme une menace, où le pouvoir des Juifs est considéré comme illégitime.

Nulle part ailleurs cette vision du monde n'est plus puissante que dans le milieu universitaire où l'on enseigne aux élites éduquées qu'il est juste de haïr les Juifs.

Ils appellent cette vision du monde : l'antisionisme.

Alors que l'antisionisme se présente comme une «opinion politique», j'ai fini par comprendre qu'il s'agissait en réalité de tout autre chose. Tout comme l'antisémitisme, l'antisionisme est une cosmologie à part entière. De la même manière que l'antisémitisme rejetait autrefois les Juifs comme les ennemis métaphysiques de l'humanité, l'antisionisme attribue aujourd'hui ce rôle à Israël et à ses partisans.

J'ai commencé à étudier l'antisionisme comme j'aurais étudié le système de signification de n'importe quelle culture : ses mythes, ses rituels et ses tabous. Il fonctionne comme un système symbolique ; il tire sa force de métaphores récurrentes – le génocide, le colonialisme, l'apartheid – qu'il utilise de façon rituelle non pas pour clarifier, mais pour accuser. Cela crée ainsi un circuit fermé de jugements moraux, qui sont reproduits dans les milieux universitaires, les médias et les organisations internationales.

Ce serait une grave erreur de penser que l'antisionisme est une opposition au sionisme en tant qu'idéologie politique réellement existante. En réalité, l'antisionisme construit un «sionisme» fantasmatique ; il le présente comme le symbole cosmique de l'injustice mondiale elle-même, dans lequel tous les crimes possibles – y compris la violence policière aux États-Unis, l'exclusion des personnes transgenres, le 11 septembre, et même la crise climatique, convergent dans l'image du Mal qu'incarne Israël.

L'antisionisme repose principalement sur la diffamation. Les antisionistes contournent l'accusation d'antisémitisme en redirigeant leurs propos diffamatoires vers Israël et les «sionistes» plutôt que vers les Juifs. En répétant des accusations sans preuve sérieuse ni source crédible, ils donnent l'impression de dénoncer une réalité incontestable : un mal attribué à «Israël».

Les antisionistes affirment sans cesse qu'ils ne font que critiquer Israël. Ce qui fait la différence entre la critique et la diffamation, ce n'est pas ce qui est dit, mais la manière dont cela est dit. Tout dépend si cela relève du domaine de la raison – et peut être réfuté – ou si cela se limite à une simple répétition.

Les personnes qui ont été prises pour cible par l'antisionisme connaissent la différence. Elles n'affrontent pas des opinions individuelles, mais un mouvement organisé qui marque les Juifs comme suspects en raison de leur association avec un Israël diffamé. L'argument couramment avancé, selon lequel les Juifs «supposeraient» que la critique d'Israël est antisémite parce qu'ils croient en un «lien inhérent» entre Israël et tous les Juifs, passe complètement à côté de l'essentiel.

En réalité, il s'agit d'une projection de la part de ceux qui ne supportent pas d'être qualifiés d'antisémites et qui ne comprennent peut-être pas comment fonctionne réellement l'antisionisme : ce système fermé d'accusations est conçu pour forcer les Juifs à renier leurs identités.

Ce qui rend l'antisionisme si séduisant dans le milieu universitaire, c'est la façon dont il emploie le langage moral des droits de l'homme pour se présenter sous les meilleurs atours. Des mots tels que *décolonisation*, *antiracisme*, et *solidarité* circulent comme des devises morales, que l'on échange contre du prestige et de l'autorité dans le milieu universitaire. Pourtant, derrière cette posture d'inclusion, l'antisionisme fonctionne comme un rituel d'exclusion.

Par exemple, lorsque j'ai proposé d'organiser **une** conférence à mon université, McGill, sur les généalogies antisémites de l'antisionisme, en particulier sur les racines soviétiques d'une grande partie des slogans anti-israéliens actuels – parmi au moins **dix** événements organisés dans mon département sur le prétendu génocide à Gaza –, ma demande a été rejetée sans la moindre explication.

Un autre collègue m'a averti que la revue pour laquelle je travaillais perdrait tout soutien si elle publiait quoi que ce soit de positif sur les Juifs. Aucune perspective ancrée dans l'identité juive n'avait le droit de participer à la discussion.

L'histoire oubliée

Pour comprendre comment la vision antisioniste du monde s'est imposée, il faut se pencher sur l'histoire qu'elle évite soigneusement d'aborder. Ce mouvement a beau être obsédé par les injustices historiques, il ignore presque tout de ses propres origines.

Mais sa généalogie n'a rien de mystérieux, si vous prenez la peine de vous y intéresser.

Le Grand Mufti de Jérusalem, Haj Amin al-Husseini, a collaboré avec les nazis, rencontré Hitler et diffusé de la propagande antisémite dans le monde arabe [notamment dans des émissions de radio produites par les nazis, *NdT*]. Husseini a travaillé en étroite collaboration avec les Frères musulmans, dont l'une des branches est finalement devenue le Hamas.

Après la victoire d'Israël contre les pays de la Ligue arabe lors de la guerre des Six Jours en 1967, l'Union soviétique a pris le relais. Sa stratégie était claire : après la défaite de ses alliés sur le champ de bataille, elle s'est tournée vers la guerre idéologique et informationnelle.

Comme Izabella Tabarovsky[1] et d'autres historiens l'ont montré[2], la «sionologie» soviétique a transformé l'antisémitisme classique en un discours mondial en faveur de la libération des peuples. Le sionisme n'était plus un mouvement national juif pour la libération des Juifs, mais plutôt une conspiration mondiale des «*marionnettes américano-israéliennes*» visant à saper le socialisme et la révolution du tiers monde. Le sionisme était présenté comme une forme d'«*impérialisme juif*», un terme aux origines nazies [3] et Israël comme le paria moral du monde.

À l'intérieur de l'Union soviétique, les conséquences furent dramatiques. L'État interdit aux Juifs d'émigrer vers Israël, l'hébreu fut interdit et les associations culturelles juives furent fermées. Ceux qui s'opposèrent à ces mesures furent arrêtés et jugés comme «*espions*» ou «*traîtres*» envers le socialisme. Vivre ouvertement en tant que Juif, insister sur son appartenance au peuple juif fut reclassé comme un crime politique — un climat qui fait écho à celui qui règne dans les institutions

---

[1] On trouvera une liste de ses articles en anglais notamment ici : https://en.wikipedia.org/wiki/Izabella_Tabarovsky et ici : https://quillette.com/author/izabella/ (*NdT*).

[2] Cf. également le texte de Stan Crooke (1988), « Les racines staliniennes de l'antisémitisme de gauche », https://npnf.eu/spip.php?article584 [*NdT*].

[3] Cf. Lars Fischer, https://www.tarb.co.il/the-nazi-invention-of-anti-imperialist-antizionism/, bientôt traduit sur ce site.

universitaires d'élite aujourd'hui. Ces Juifs sont devenus connus sous le nom de *refuzniks*: si le pouvoir soviétique refusait de leur donner des visas pour Israël, ils refusaient également de se soumettre à un régime antisioniste déterminé à écraser leur esprit juif.

Née de l'alliance entre le nazisme et l'islamisme, la rhétorique adoptée par les Soviétiques a finalement trouvé un écho mondial grâce à l'ONU et à son réseau d'organisations non gouvernementales (ONG). En 2001, lors de la Conférence mondiale des Nations unies contre le racisme à Durban, en Afrique du Sud, ces idées se sont généralisées, grâce à une campagne menée pendant des décennies par les régimes nationalistes arabes, les propagandistes soviétiques et l' Organisation de coopération islamique (OCI), un groupe qui chapeaute les États à majorité musulmane au sein des Nations Unies. Le forum des ONG a relancé le slogan soviétique «Le sionisme est un racisme», distribué des tracts comparant Israël à l'Allemagne nazie et contribué à ancrer la calomnie de l'«apartheid» israélien dans le discours progressiste.

C'est ainsi que l'antisémitisme a été reformulé dans le langage moral des droits de l'homme. Les tropes, les clichés, ont migré à travers différentes esthétiques et différents discours – nazis, islamistes, soviétiques et maintenant postcoloniaux de gauche – repositionnant à chaque fois le «sionisme» comme l'Axe du mal mondial. Ce qui a commencé comme le nazisme est devenu les droits de l'homme, tandis que les sionistes – le nom moderne des Juifs – ont été rebaptisés «les nouveaux nazis».

La diffamation génocidaire

Nulle part ailleurs la logique de l'accusation antisioniste n'est plus flagrante que dans l'accusation selon laquelle Israël commettrait un génocide. Cette affirmation remonte également à la propagande soviétique dans les années 1970 [4] et dans les jours suivant le 7 octobre, il fut triomphalement remis au goût du jour par des professeurs-militants à travers l'Occident. Après avoir présenté le peuple juif comme intrinsèquement oppressif, l'antisionisme cherche à le criminaliser dans son ensemble, en redéfinissant l'existence même d'Israël comme un génocide : le «crime des crimes».

Cette manœuvre ne repose pas seulement sur la propagande, mais aussi sur des efforts explicites visant à réécrire le droit international. Un petit cercle d'universitaires a travaillé sans relâche au cours des deux dernières années pour effacer la distinction entre guerre et génocide. Dirk Moses, rédacteur en chef du *Journal of Genocidal Research* — qui, en 2024, a consacré un numéro entier à accuser Israël— a défendu l'idée qu'il fallait abandonner la caractéristique fondamentale de la définition du génocide, à savoir l'intention de détruire un peuple. À la place, il propose que tous les États ayant instauré une « colonisation de peuplement » soient coupables par définition. Dans cette logique, Israël n'a pas besoin d'être jugé coupable d'extermination pour être coupable de génocide ; il est coupable *simplement parce qu'il existe*.

Alors qu'aujourd'hui, des millions de personnes se voient dire qu'une «majorité des experts » pensent qu'Israël commet un génocide, peu de gens savent que ce prétendu consensus repose sur un cercle très restreint d'universitaires dont le projet déclaré est de redéfinir, voire d'abolir, le concept même de génocide.

Pendant ce temps, un autre groupe de chercheurs, y compris des experts de renom en matière d'antisémitisme, ont catégoriquement rejeté cette accusation de génocide. Pourtant, leurs voix ne sont pratiquement pas relayées par la presse, qui préfère le spectacle de l'accusation à la rigueur du débat, et exclue les Juifs de la discussion – sauf s'ils acceptent de servir de faire-valoir pour légitimer l'antisionisme.

Le juriste Avraham Russell Shalev, par exemple, a expliqué que le 7 octobre lui-même répondait aux critères juridiques du génocide, compte tenu de l'intention manifeste du Hamas d'anéantir les

---

[4] Adam Louis-Klein fait allusion au fait que, en 1976, devant l'ONU, le représentant l'URSS affirma qu'Israël menait un « *génocide racial*» en Palestine. Mais en France, selon l'historien Georges Bensoussan, le fasciste et négationniste Maurice Bardèche aurait lancé cette accusation d'un génocide des Palestiniens commis par les Juifs dès 1948 (https://www.ajcf.fr/Du-grave-danger-que-represente-la-propagande-anti-israelienne-Georges.html), *NdT*.

Juifs israéliens. Il note également que les auteurs de génocides ont souvent porté des accusations inversées, comme l'ont fait les nazis, les Serbes et les Hutus.

L'antisionisme n'est pas une réaction spontanée face à la politique israélienne. Il s'agit d'une idéologie symbolique qui possède une histoire spécifique. Son autorité morale ne repose pas sur la vérité, mais sur l'inversion des rôles : victimes et agresseurs, génocide et légitime défense. Il ne prospère pas grâce à des arguments, mais grâce à l'effacement. C'est là sa fonction profonde : délégitimer la revendication juive d'appartenance à un peuple en remodelant une haine ancienne dans le langage de la justice.

Que signifie réellement «autochtone» ?

Pour vraiment comprendre l'antisionisme, nous devons examiner ce qu'il cherche à effacer: le lien ancestral entre le peuple juif et la terre d'Israël.

L'antisionisme considère les Juifs comme des «colonisateurs» : une présence étrangère et marginale au Moyen-Orient. L'accusation diffamatoire d'être des colonisateurs efface non seulement l'appartenance juive, mais fait également des Juifs les boucs émissaires de tout ce que la culture occidentale moderne cherche aujourd'hui à renier : le racisme, la violence impériale, la domination des colons.

Dans les mois qui ont suivi le 7 octobre, alors que je poursuivais mon travail auprès des Desana en Amazonie, je me suis attaché à décortiquer les couches idéologiques qui enveloppaient ce terme à la mode afin de redécouvrir le véritable sens du mot «indigénéité».

Au fond, l'indigénéité est simplement une façon d'être un peuple, dans laquelle la terre et la lignée sont intimement liées à la racine même de l'identité. Pour les Desana, l'identité du peuple est indissociable du fleuve Vaupés et des sites sacrés qui bordent ses rives. On raconte que leurs ancêtres sont arrivés en amont dans un canoë en forme de serpent, guidés par des êtres primordiaux, qui ont fondé les maisons claniques d'où naissent les âmes et où elles retournent.

Dans le monde universitaire actuel, cependant, l'indigénéité a été réduite à une revendication de victimisation face au colonialisme européen. Il s'agit fondamentalement d'une identité réactive, définie uniquement par opposition au pouvoir des «colons blancs». Ce rétrécissement du sens aplatit la richesse des différences civilisationnelles. Selon cette logique, les Juifs, désormais considérés comme des symboles de la blanchité, de l'empire et de la domination occidentale, sont d'emblée exclus.

Un tel cadre ne peut tenir compte des conquêtes et des déplacements effectués par des peuples non européens. Les conquêtes arabes du VIIe siècle ont remodelé le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord d'une manière qui correspond parfaitement au modèle du «colonialisme de peuplement» actuellement appliqué à Israël. Comme l'a montré l'historienne juive égyptienne Bat Ye'or[5], ces conquêtes ont supprimé les langues locales, marginalisé les peuples non musulmans et absorbé les populations indigènes dans un ordre impérial, à l'instar des missions catholiques en Amazonie.

Mais rien de tout cela ne correspond au discours à la mode. On préfère donc l'ignorer.

L'antisionisme efface l'histoire juive en présentant les Juifs comme des oppresseurs étrangers. Pourtant, cette histoire est celle de l'exil et du retour : d'Ur à Canaan, de l'Égypte à la terre d'Israël, et après des siècles de dispersion, à nouveau le retour. L'indigénéité, dans ce sens plus large, n'est pas une étiquette réactive pour les colonisés, mais une structure d'appartenance à un peuple, une façon d'habiter un lieu, une mémoire et un temps.

Les Desana racontent eux aussi une grande migration, depuis l'embouchure de l'Amazone jusqu'au Vaupés, où leur monde a pris forme. Pour les Desana, appartenir à un peuple, c'est avoir participé à un voyage, celui de leurs descendants, et retourner à sa source. Ce que les Desana sont au Vaupés, les Juifs le sont à la terre d'Israël : un peuple au centre.

L'espace de la raison

---

[5] Cette historienne est également une partisane de la théorie du « grand remplacement » (ce qu'elle appelle l'Eurabia) et tient régulièrement des propos racistes contre les immigrés musulmans en Europe (*NdT*).

Je m’étais rendu en Amazonie pour comprendre comment un peuple pouvait vivre au centre de son propre monde, défini non pas par les autres, mais par son propre destin. Je suis revenu pour assister à l’effacement du mien.

Dans tous les espaces que je considérais autrefois comme protecteurs – les universités, les institutions culturelles, les ONG humanitaires – une idéologie qui exige l’effacement de moi-même et de mon peuple s’est installée.

La propagation de l’antisionisme dans les institutions de notre démocratie libérale est un test pour savoir si l’égalité et la justice peuvent survivre une fois qu’elles ont été vidées de leur sens et transformées en armes d’exclusion.

Il ne s’agit pas seulement du monde universitaire, et certainement pas uniquement des Juifs. Il s’agit de défendre le droit de tout peuple à exister tel qu’il est, à vivre en sécurité et à s’exprimer librement, avec sa propre voix.

Si nous ne défendons pas ces valeurs fondamentales, l’avenir appartiendra à ceux qui effacent des peuples entiers de l’histoire humaine, et qui détournent le langage de la justice pour en faire des outils de violence, d’intimidation et de propagande. Nous ne pouvons pas laisser cela se produire.

Le droit de chaque peuple à occuper une place dans l’espace de la raison – à s’exprimer, à être entendu et à être reconnu comme un égal – n’est pas un cadeau des puissants. C’est un droit inaliénable de l’humanité.

A lire en même temps sur ce site :

– Ce qu’est réellement l’antisionisme (Adam Louis-Klein)

– L’invention nazie de l’antisionisme anti-impérialiste (Lars Fischer)

– Bondi Beach et la longue histoire de la violence antisioniste (Adam Louis-Klein)